



Le bon grain et l'ivraie

Frédéric Gonand

Mort de l'économie et économie de la mort



TEL LE SEIGNEUR ICHIMONJI dans le film de Kurosawa qui déambule, hagard, dans les ruines fumantes d'un incendie dont il ne comprend pas qu'il en est l'un des principaux auteurs, les pouvoirs publics occidentaux mesurent aujourd'hui l'ampleur inédite des dégâts macroéconomiques du confinement généralisé qu'ils ont décidé.

Cette chronique, qui attirait dès janvier l'attention sur les risques macroéconomiques de la crise du coronavirus, a aussi souligné le rôle désormais déterminant des phénomènes informationnels dans les cycles économiques tels que mis en lumière par la littérature académique récente et par conséquent la nécessité pour les pouvoirs publics de ne pas alimenter l'hystérie ambiante.

De ce point de vue, c'est plutôt raté : presque plus personne ne travaille dans l'industrie (notamment automobile) et certains commenta-

teurs ne craignent plus de faire un parallèle avec la Grande Peste de 1348 qui avait rayé de la carte environ 35% de la population européenne en quatre ans, là où dix crises de coronavirus cumulées au stade actuel conduiraient (on s'excuse de la statistique) à la disparition de 0,008% de la population française.

Choix coûteux. Le choix politique a été fait d'étaler la crise sanitaire dans le temps, pour traiter tous les patients en détresse respiratoire. Du strict point de vue économique, c'est un choix extrêmement coûteux car il prolonge la crise sanitaire et dégrade encore davantage les anticipations économiques. Le coût en bien-être en sera considérable et durable, bien au-delà d'une perte de 1% de PIB en 2020 comme l'anticipe le projet de loi de finance rectificative déposé la semaine dernière. Moins coûteux serait de concentrer les efforts sur le desserrement de la contrainte de capacité de traitement sanitaire, en multipliant les dispositifs de ventilation disponibles et en employant les institutions entraînées à la gestion de crises de grande ampleur (l'armée). Tout cela commence à être fait.

La situation échappant désormais assez largement à la rationalité économique, il est permis de s'interroger sur le rapport compliqué de nos sociétés

avec la mort. La canicule de 2003 avait accéléré le décès d'environ 10 000 personnes âgées dans un grand silence médiatique, le calcul ayant réalisé après la crise. La situation actuelle donne lieu à beaucoup de commentaires hystériques sur les réseaux sociaux. Puisque le confinement favorise la lecture, on relira avec profit l'essai historique classique de Philippe Ariès, *L'Homme devant la mort*. Et peut-être ne serait-il pas inutile de réformer le Service civique pour augmenter le nombre de jeunes gens concernés, et en prévoyant quelques semaines d'accompagnement des mourants et personnes âgées. Sans doute, à long terme, cela favoriserait-il un rapport moins irrationnel à la mort... et un coût économique des épidémies plus maîtrisé.

@FredericGonand

Frédéric Gonand est professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine.

Le coût en bien-être sera considérable et durable, bien au-delà d'une perte de 1 % de PIB en 2020